

© M.A. Editions — Paris 1987
Tous droits réservés pour tous pays

Mise en page et fabrication :
C. et J.-B. Duméril

I.S.B.N. 2 86 676 244 4

Les grandes encyclopédies du monde de...

Collection dirigée par
Xavier Browaeys

INTRODUCTION

Le Communisme

Stéphane Courtois

Marc Lazar

MA
EDITIONS

6, rue Emile Dubois
75014 Paris

NI - 19.02.1987 - 05305

Collection dirigée par
Xavier Bouveresse

Le Communisme

Stéphane Courtois
Maurice Lacroix



INTRODUCTION

Une idée court la France, l'Europe : le communisme serait une affaire entendue ! Dictature — dont on condamne les excès mais à laquelle on s'habitue et dont on rit des inextricables difficultés — là où il est au pouvoir. Force érodée, en voie de disparition — à l'exception de quelques buttes témoins comme en Italie — partout ailleurs. Bref, pourquoi s'intéresser encore à un monde archaïque condamné, en vertu de cette « modernité » tant célébrée, à s'éteindre de sa belle mort ? En réalité, le communisme est un septuagénaire plein de vie, qui ne cesse de s'adapter pour mieux rester lui-même et sous lequel vivent plus d'un milliard et demi d'êtres humains. S'il est — et demeurera longtemps encore — une réalité fondamentale de notre époque, le communisme en constitue également l'un des phénomènes les plus complexes.

Il existe une grande diversité de courants, mouvements, groupuscules se réclamant du communisme. Nous avons délibérément choisi de concentrer notre attention sur le communisme « bolchévique », mis en œuvre en Russie depuis 1917, et qui constitue l'expérience fondatrice et légitimante d'un phénomène mondial.

En soixante-dix ans, le communisme a forgé une histoire faite de continuité et de ruptures, de victoires et d'échecs, dans des sociétés très diverses, dans des pays éparpillés sur les cinq continents. En outre, il se déploie dans une pluralité de champs : idéologique, stratégique, militaire, économique, social, voire culturel. C'est dire la gageure que de vouloir rendre compte de l'ensemble de ce phénomène dans un espace aussi restreint que ce petit ouvrage.

Cette difficulté est accrue par une situation particulièrement aiguë : l'absence de sources. Avec le communisme, on entre dans le monde du secret, de la non-information, voire de la désinformation systématique. Non seulement les régimes et les partis communistes — à quelques exceptions près — refusent de livrer leurs archives et des données fiables et nombreuses, mais ils forgent de toute pièce leur vision de leur propre histoire. Des faits aussi essentiels que le goulag en URSS, les persécutions politiques en Europe de l'Est après 1945, la tragédie

du Grand Bond en Avant en Chine, ont été longtemps cachés, parfois pendant des décennies. Ces régimes et partis ont mis et continuent de mettre toute leur puissance dans la balance afin que seule la vision qui leur agréait soit présentée à l'opinion publique mondiale. Et il a fallu attendre les années 70 pour que l'image avantageuse, acquise par le communisme lors du second conflit mondial, commence de craquer sous le poids des révélations des dissidents — Soljenitsyne en tête — et des travaux accumulés des chercheurs spécialisés. Loin des fureurs partisans et des enjeux politiques, le souci premier des auteurs de ce livre a donc été de présenter un maximum de faits, établis ou rétablis dans leur authenticité, afin que le lecteur puisse asseoir sa compréhension et son jugement sur une information fournie et incontestée.

Cependant, en dépit, ou à cause, de cette absence de sources, le communisme a suscité depuis 1917 une immense littérature, où voisinent le pire et le meilleur, mais dont se dégagent quelques grands cadres d'interprétation du phénomène. L'approche marxiste-léniniste : le communisme est perçu comme l'accomplissement du progrès historique de l'humanité. Les interprétations néo-léninistes — formulées notamment par Trotski puis des historiens aussi divers que E.H. Carr ou J. Ellensstein — considèrent que la révolution, fondée dans ses attendus, a subi une « déviation » puis une « dégénérescence » qu'il s'agit de corriger. Radicalement différente est l'approche du communisme comme phénomène totalitaire, mise en œuvre par des auteurs — tels H. Arendt, R. Aron, A. Besançon — qui insistent sur le rôle de l'idéologie, du parti unique et de la terreur. A partir de leur expérience personnelle, deux Soviétiques développent des analyses opposées ; Soljenitsyne tient pour une approche morale : le communisme, c'est le Mal ! A l'inverse, A. Zinoviev met en lumière la logique de fonctionnement d'un système qui aurait ramené la société à une barbarie sans foi ni loi. Aux Etats-Unis se développe une « école néo-révisionniste » pour qui, au contraire, la société soviétique, comme toute autre, repose sur un consensus — à base de volonté révolutionnaire — entre les dirigeants et les masses.

Cependant, le communisme ne se limite pas aux pays communistes. Il est devenu un phénomène mondial en réussissant à enraciner de puissants PC et en animant de nombreux mouvements contestataires. Cet enracinement, notamment dans certains pays européens (France, Italie) a correspondu à un stade donné de développement de sociétés industrielles qui avaient conservé des traits d'archaïsme ; organisés en contre-société, avec leurs règles, leurs comportements, leur langue, ces PC ont su répondre aux aspirations fortes de communautés, sociales ou ethniques, à la recherche d'une amélioration de leur sort et en quête d'une identité. L'actuel déclin du communisme en Europe occidentale laisse d'ailleurs entrevoir que, si elles ont nourri le communisme, ces communautés ont aussi pu l'utiliser comme vecteur de leur propre histoire avant de l'abandonner après qu'il ait épuisé ses potentialités.

Le communisme semble ainsi procéder de deux dimensions. L'une invariante, est *téléologique* ; elle regroupe tout ce qui relève du projet communiste et reste commun à tous les PC : la doctrine, l'organisation, la stratégie. L'autre dimension, *sociétale*, renvoie aux relations qu'entretiennent les PC avec les sociétés où ils s'implantent. Tant que la première dimension l'emporte sur la seconde, le phénomène reste spécifiquement communiste et trouve place et articulations au sein d'un ensemble beaucoup plus vaste qu'A. Kriegel définit comme le « système communiste mondial ».

Au-delà des diversités et des péripéties, c'est cette appartenance que les auteurs ont voulu souligner par le choix des items, quitte à laisser de côté l'épaisseur humaine de l'engagement communiste. Il est clair que le communisme a été — et demeure — l'une des plus extraordinaires et tragiques aventures humaines de ce siècle. Mais, les millions de communistes qui sont morts pour la cause — frappés par la répression anticommuniste ou broyés par la terreur de leur propre régime — n'offrent aucune garantie de la justesse de cette cause et ne donnent pas à comprendre que leur élan idéaliste a nourri un système dont la finalité les dépassait largement.

LISTE DES SIGLES EMPLOYES

AIT	Association internationale des travailleurs
ANC	African national congress
BP	Bureau politique
CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle
CC	Comité central
CFDT	Confédération française démocratique du travail
CGT	Confédération générale du travail (France)
CGT-FO	Confédération générale du travail - Force ouvrière (France)
CGTU	Confédération générale du travail unitaire (France)
CNE	Comité national des écrivains (France)
COMECON	abréviation anglaise de CAEM
CVIA	Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (France)
FSM	Fédération syndicale mondiale
GPU	Administration politique de l'Etat (URSS)
GRU	Services de renseignements militaires (URSS)
IC	Internationale communiste
ICJ	Internationale communiste de la jeunesse
ISR	Internationale syndicale rouge
JC	Jeunesses communistes
KGB	Comité de la sécurité d'Etat (URSS)
KOR	Comité de défense des ouvriers (Pologne)
KPD	Parti communiste allemand
MCI	Mouvement communiste international
MOI	Main-d'œuvre immigrée (France)
MPLA	Mouvement populaire pour la libération de l'Angola
MRAP	Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (France)
MTS	Station de machines agricoles (URSS)
MVD	Ministère de l'Intérieur (URSS)
NEP	Nouvelle politique économique
NKVD	Commissariat du peuple à l'intérieur (URSS)
OLAS	Organisation latino-américaine de solidarité
OMS	Section de liaisons internationales (IC)
ONU	Organisation des Nations unies

OSVAG	Information et propagande (URSS)
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PC	Parti communiste
PCC	Parti communiste chinois
PCE	Parti communiste d'Espagne
PCF	Parti communiste français
PCI	Parti communiste d'Italie
PCT	Parti communiste tchécoslovaque
PC (b) US	Parti communiste (bolchévique) d'Union soviétique
PCUS	Parti communiste d'Union soviétique
PKP	Parti communiste de Palestine
POSDR	Parti ouvrier social-démocrate de Russie
POUP	Parti ouvrier unifié polonais
PPR	Parti ouvrier polonais
PSP	Parti socialiste populaire (Cuba)
RAPP	Association russe des écrivains prolétariens
RDA	République démocratique allemande
SDN	Société des nations
SFIC	Section française de l'Internationale communiste
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière
URSS	Union des Républiques socialistes soviétiques
VAPP	Association des écrivains prolétariens pan-russes

Nous tenons à remercier pour leur aide MM. Ilan Greilsammer et Jaques Sapir, ainsi que le personnel de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine et du Service de documentation du journal *Le Monde*.

ADHESION

Tout, ou pour le moins l'essentiel du communisme, commence avec l'acte d'adhésion à un parti communiste. Mais la signification de celle-ci varie selon les conditions fixées par les PC pour en devenir membres, les fonctions qu'ils leur assignent, la situation des partis — selon qu'ils sont au pouvoir ou dans l'opposition, dans la légalité ou la clandestinité —, les conjonctures qu'ils traversent — il en est de favorables comme au lendemain de la Seconde Guerre mondiale en Europe, et d'autres plus difficiles, durant la guerre froide par exemple, marquées par l'isolement, le déclin et le reflux des adhérents —, ou encore selon leur nature fondamentale — les PC s'étant constitués, pour reprendre une distinction opérée par Annie Kriegel, en partis de classe, partis-nations et partis ethniques — et enfin les motivations et les degrés de l'adhésion.

Les règles de l'adhésion ont évolué. A l'origine, sur le modèle bolchévik, elles visent à sélectionner des « révolutionnaires professionnels », aguerris, capables d'affronter la répression et de vivre dans la clandestinité. Puis Staline, dès 1927-1928 au sein du parti soviétique privilégie le recrutement des ouvriers et des paysans pauvres, façonnant ainsi une véritable élite qui lui sera totalement dévouée. De même, avec la bolchévisation, les PC d'Europe occidentale cherchent à attirer des ouvriers décidés à s'engager complètement. Par la suite, dès 1934 en France, après la guerre pour une bonne part du monde occidental, les PC ouvrent plus largement leurs portes afin d'accroître leurs effectifs. Car, comme tous les partis ouvriers, les PC connaissent d'amples mouvements d'entrées et de sorties. Si les adhésions, en elles-mêmes, correspondent à des moments précis qui donnent des caractères particuliers à de véritables générations militantes, les cheminements qui mènent au communisme sont multiples. Dans les pays communistes, l'adhésion au PC se fait par conviction, nécessité ou arrivisme, le parti étant la seule et unique institution d'encadrement et d'organisation de la vie sociale. Ailleurs, le processus est différent. Si l'on ne peut écarter le phénomène de clientélisme, par exemple dans les municipalités communistes en France ou en Italie, d'autres facteurs interviennent. A côté de « l'adhésion émotion » (G. Lavau) à l'issue d'un meeting, d'une manifestation, d'une fête ou d'une grève, il existe l'adhésion due à l'imprégnation communiste sur la famille, le lieu de travail ou de rési-

dence, qui influe autant sur les déracinés (comme ces immigrés ou ces ouvriers issus des campagnes et s'établissant dans de nouvelles zones industrielles et urbaines) que sur ceux qui sont installés à demeure et ont vécu dans cet environnement communiste ; là, l'entrée au parti est, en quelque sorte, « naturelle ». Enfin, l'adhésion de type idéologique intéresse surtout les intellectuels et les étudiants.

Mais l'adhésion ne suffit pas pour être communiste. A la différence des autres partis, les PC exigent beaucoup de leurs membres et font en sorte que les adhérents deviennent militants.

La diversité des pratiques militantes s'est largement accrue avec l'évolution des sociétés. Mais les militants communistes, dont la disponibilité doit être totale, participent aux activités régulières du parti (réunion de ses organismes internes, paiement des cotisations, action et propagande de masse, etc.) ; les plus activistes animent une organisation de masse, en particulier syndicale, ou se consacrent à la vie intérieure du parti et sont donc susceptibles de monter dans *l'appareil*. Les communistes doivent pratiquer « l'esprit de Parti » : ils apprennent à respecter la discipline, à croire dans le bien-fondé des décisions et des orientations de leur direction, à faire preuve d'abnégation, d'une conviction inébranlable et à sacrifier le parti. En ce XX^e siècle, l'essor du communisme a d'ailleurs pu être interprété comme celui d'une religion séculière compensant la perte d'influence des religions régulières. En effet, bien que phénomène différent dans sa nature, le communisme remplit des fonctions identiques de croyance. A cet égard, la « foi du charbonnier » est, sans conteste, un des ressorts fondamentaux de l'adhésion communiste. Elle explique que des communistes moururent en héros sous les balles nazies en criant une dernière fois leur amour pour leur parti, mais aussi dénonçèrent, en URSS, dans les démocraties populaires ou ailleurs, des « agents trotskistes » et même, au cours de grands procès, avouèrent, par dévouement et fidélité au parti, des crimes qu'ils n'avaient jamais commis. La foi est d'autant plus forte que le parti se réclame du marxisme, érigé en une doctrine procurant un système cohérent et total d'explication du monde, et qu'il constitue une véritable société, avec ses lois, ses rites, son calendrier, sa langue, sa hiérarchie, ses institutions, ses valeurs. Adhérer au parti, c'est donc pénétrer dans une communauté à part, avec ses formes propres de sociabilité. De sorte que la nature de cette adhésion explique la difficulté de rompre avec le communisme qui ne représente pas seulement un engagement politique ou une conception idéologique, mais une manière d'être, une identité.

Ces dernières années, et singulièrement après le terrible choc du rapport Khrouchtchev au XX^e congrès du PCUS, l'adhésion au communisme a parfois perdu de sa ferveur et de sa cohésion disciplinaire, tout au moins dans les partis des pays occidentaux. Ailleurs, sa nature fondamentale n'a pas changé.

Lecture

- Annie Kriegel, *Les communistes français, 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985, 400 p.
- Georges Lavau, *A quoi sert le Parti communiste français ?* Paris, Fayard, 1981, 443 p.
- Nicolas Werth, *Etre communiste en URSS sous Staline*, Paris, Gallimard-Julliard, 1981, 281 p.

Cf. Agit-prop, Homme nouveau, Illégalité, Mythologie, Parti, Procès, Religion.

AFGHANISTAN

Le 27 décembre 1979, la nouvelle de l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge a provoqué la stupeur des Occidentaux et ouvert une nouvelle phase des relations internationales. Pour la première fois depuis 1945, l'Armée rouge pénétrait sur un territoire qui, officiellement, n'appartenait pas au camp communiste. En juillet 1973, un coup d'Etat renverse la monarchie afghane et le prince Mohamed Daoud proclame la république. Cinq ans plus tard, Daoud est écarté par un putsch militaire d'obédience communiste, qui instaure la République démocratique d'Afghanistan. Les réformes radicales, en matière économique, sociale ou religieuse, désorganisent la vie rurale, heurtent les traditions et provoquent des soulèvements qu'encadrent les notables ruraux ou religieux. Pour l'URSS, cette guerre civile qui éclate est d'autant plus redoutable que, dans un contexte régional marqué par la poussée de l'Islam, elle menace, à ses frontières, l'existence d'un « régime à orientation socialiste » qu'elle s'est engagée à défendre par le traité d'amitié et de coopération signé le 5 décembre 1978. Les autres moyens traditionnels de remise au pas ayant échoué, il ne reste plus qu'à se résoudre à l'intervention militaire.

En dépit d'une assez vive réaction internationale et d'une forte résistance de la majorité de la population afghane nécessitant le maintien d'un contingent, estimé de sources américaines à 120.000 hommes, l'URSS a réussi, sans coup férir, à arrimer solidement l'Afghanistan au camp communiste. Première étape d'une stratégie soviétique qui veut s'ouvrir la voie vers l'océan Indien.

Lecture

- Antony Arnold, *Afghanistan : the soviet invasion in perspective*, Stanford, 1981, 186 p.
- Antony Arnold, *Afghanistan's two party system*, Stanford, Hoover Institut Press, 1983, 242 p.
- Louis Duprée, « Afghanistan under the Khalq », *Problems of communism*, n° 4, 1979, p. 34-50.
- Pierre Metge, « L'URSS en Afghanistan, de la coopération à l'occupation, 1947-1984 », *Cahiers d'Etudes stratégiques*, n° 7, 1984.
- Olivier Roy, *L'Afghanistan, Islam et modernité*, Paris, Le Seuil, 1985, 322 p.
- Olivier Roy, « Etat et société en Afghanistan », *Revue française de science politique*, juin 1985, n° 3, p. 402-423.

Cf. Anti-impérialisme, Armée rouge, Asie, Lutte armée, Religion, Stratégie.

AFRIQUE

Le communisme a connu en Afrique, dans sa partie sub-saharienne tout au moins, un succès tardif mais spectaculaire. Après 1917, les bolchéviks ignoraient quasiment ce continent, perpétuant ainsi l'attitude des tzars qui, à l'exception de l'Ethiopie et de l'Afrique du Sud, négligeaient cette partie du monde. Durant l'entre-deux-guerres, l'IC n'accorde que peu d'intérêt à l'Afrique et s'y implante faiblement. Un parti communiste est bien fondé en 1921 en Afrique du Sud, mais il est composé essentiellement de Blancs et dans l'ensemble demeure isolé. L'Afrique est rapidement placée sous la responsabilité des PC des pays coloniaux, essentiellement britannique, français et portugais.

Le premier organise une Ligue contre l'impérialisme active dans les milieux étudiants mais incapable de recruter des Noirs. Quant au PCF, il déploie une importante activité, surtout dans les années trente, attirant nombre d'Africains venus en métropole faire leurs études ou travaillant dans l'administration. De même, en Afrique du Nord, en particulier en Algérie et en Tunisie, des Européens rejoignent le communisme, ainsi que des intellectuels arabes ou des travailleurs venus en métropole ou, encore, dans certains cas, des ouvriers et des syndicalistes. Mais le tournant de stratégie de l'IC en 1934-1935 amène le PCF à adopter une attitude de méfiance et même d'hostilité à l'égard du pan-arabisme. Ce comportement accentué pendant et après la Deuxième Guerre mondiale coupe presque totalement les PC des mouvements nationalistes et les marginalise dans le Maghreb, jusqu'à nos jours. La faiblesse numérique des communistes ne les empêche pas, actuellement, de développer une action syndicale parfois non négligeable. Par ailleurs, l'URSS exerce une influence idéologique notable en Algérie pour la construction du socialisme et en matière de relations internationales.

En Afrique noire, tout change dans les années cinquante avec Khrouchtchev ; à ses yeux, la décolonisation est un mouvement historique que l'URSS doit soutenir inconditionnellement, sans porter de jugement définitif sur sa nature de classe ; dès 1957-58, l'URSS cultive l'amitié des leaders noirs de l'indépendance, Sekou Touré, Patrice Lumumba, N'Krumah ou M. Keita. Dépourvue de tout passé colonial en Afrique, elle propose son idéologie anti-impérialiste et égalitaire, son modèle politique — le parti unique peut constituer, aux yeux des Africains, un puissant facteur de cohésion nationale et une excellente technique de pouvoir —, son aide économique — qui paraît à l'époque efficace —, son encadrement — symbolisé par l'ouverture en 1959 de l'université Lumumba à Moscou. La décolonisation, l'esprit anticolonial qui en découle, l'agressivité de certaines puissances coloniales, la nécessité de résoudre d'amples problèmes économiques et de réduire des inégalités criantes, la volonté de forger rapidement une conscience nationale sont autant de facteurs favorables au communisme en Afri-

que. Les premiers succès soviétiques — en Guinée, au Ghana ou au Mali — amènent Khrouchtchev à élaborer des théories sur le passage immédiat au socialisme en Afrique noire. Mais après ses déconvenues au Congo puis ailleurs, Moscou prend conscience de la précarité de ses avancées reposant trop souvent sur un seul homme, capable de faire faux bond, comme Sekou Touré lors de la crise de Cuba, ou à la merci d'un coup d'Etat. En 1964 — à la chute de Khrouchtchev — l'URSS a toutefois réussi à prendre pied en Afrique.

Après un intermède d'une dizaine d'années durant lequel l'Afrique n'est plus une priorité pour le Kremlin, un véritable bouleversement se produit en 1975.

La révolution des œillets au Portugal engage un rapide et ultime processus de décolonisation. L'URSS, profitant de la détente, saisit l'occasion. Elle soutient le MPLA, avec lequel elle est en contact, grâce au PC portugais, depuis 1964. Jouant de la relative indifférence des Etats-Unis, traumatisés par l'échec vietnamien, elle s'engage pleinement derrière son allié dans la guerre civile qui, à partir de la fin 1975, ravage l'Angola. Début 1976, pour la première fois de manière aussi ouverte, au terme d'une spectaculaire opération militaire, Cuba envoie en Angola un contingent de près de 15 000 hommes qui donne au MPLA la victoire sur ses adversaires soutenus notamment par l'Afrique du Sud. Malgré des résistances toujours vives et des rivalités internes, l'Angola est considéré, depuis 1978, de même que le Mozambique, comme un pays à orientation socialiste. A la même époque, l'URSS n'hésite pas à abandonner ses alliés somaliens et érythréens pour appuyer l'action de Mengistu qui, en Ethiopie, en 1974, a renversé l'empereur Haïlé Sélassié et déclenché une révolution totale et sanglante ; là encore, en 1977-78, des soldats cubains viennent prêter main forte au nouvel allié dans la guerre de l'Ogaden contre la Somalie et dans celle menée en Erythrée.

A la fin des années soixante-dix, le bilan, pour le communisme, est positif. L'URSS a vaincu les obstacles religieux, ethniques, politiques, sociaux et réussi à étendre son influence du nord-est au sud-ouest du continent, de la corne à l'Angola. Plus que sur des PC, dans l'ensemble assez faibles — le plus important, celui du Soudan a été violemment réprimé en 1971 — elle s'appuie sur des régimes qui ont un statut différent au sein du système communiste. Ainsi existe-t-il des pays amis, comme l'Algérie, la Guinée, les Iles du Cap Vert, la Libye, etc... et d'autres à orientation socialiste, tels l'Angola, le Bénin, le Congo, l'Ethiopie, le Mozambique. Avec ces derniers est apparue une nouveauté dans l'histoire du communisme : la révolution ne s'est pas faite avec un PC mais par un mouvement de libération nationale ou un groupement quelconque d'officiers. Ce n'est qu'ensuite qu'un parti se forge afin d'instaurer un régime sur le modèle soviétique : ainsi, par exemple, le MPLA s'est transformé en parti du travail tandis que le parti

éthiopien du travail a tenu son premier congrès dix ans après la révolution.

Les ambitions communistes en Afrique sont grandes. Elles sont favorisées par l'exacerbation des tensions provoquées par la crise économique qui touche gravement le continent noir et par la situation explosive de l'Afrique du Sud où le PC joue un rôle moteur dans la lutte contre l'apartheid menée par l'African National Congress (ANC). Celles-ci se heurtent néanmoins à des résistances proprement africaines mais aussi occidentales, en particulier américaines et françaises. En cette fin de siècle, l'Afrique est devenue un vaste terrain d'affrontement politique et idéologique.

Lecture

- David Albright (édit.), *Communism in Africa*, Bloomington, University Press, 1980, 277 p.
- Milène Charles, *The Soviet Union and Africa : the history of the involment*, Washington, University Press of America, 1980, 237 p.
- Branko Lazitch, *L'Afrique et les leçons de l'expérience communiste*, Paris, Edimpra, 1961, 191 p.
- *Military marxist regimes in Africa*, dossier in *The journal of communist studies*, septembre 1985, p. 1-166.
- David et Marina Ottaway, *Afrocommunism*, New York, Africa Pub. Co., 1980, 237 p.
- Christopher Stevens, *The soviet union and black Africa*, London, Macmillan Press, 1976, 236 p.

Cf. Anti-impérialisme, Brejnev, Coexistence pacifique, Khrouchtchev, Mouvement des non-alignés, Nationalisme.

AGIT-PROP

L'agit-prop, contraction, d'origine russe, d'agitation et de propagande, est un des traits fondamentaux du phénomène communiste. En voie de constitution depuis la fin du XIX^e siècle et ayant franchi une étape majeure durant la Grande Guerre, la formation de la propagande moderne de masse fut parachevée par la révolution de 1917. Les bolchéviks, comme l'ensemble du mouvement ouvrier russe, lui accordaient depuis longtemps une place décisive. Ils ouvrirent à la propagande des horizons nouveaux : déterminée par le marxisme-léninisme, elle devient, en effet, à la suite du précédent bolchévik puis soviétique, une des activités systématiques et permanentes des PC, qu'ils soient dans l'opposition ou au pouvoir. Elle cherche à atteindre des objectifs précis et déterminés et à influencer durablement et même à modeler les êtres humains. Sa réussite fut telle qu'on l'imita de par le monde et qu'elle transforma complètement et durablement la propagande politique.

A l'origine de ce bouleversement, une question doctrinale et une réflexion sur les méthodes de communication. Sur le plan de la doctrine, c'est Lénine qui systématise et innove la pensée marxiste ; pour lui, la lutte des classes est une guerre de classes que le parti révolution-

naire doit conduire comme n'importe quelle guerre, avec une stratégie, une tactique et une propagande. Lénine estime que le parti d'avant-garde doit forger la conscience de classe, qui, sans cela, resterait « trade-unioniste ». A cet effet, il doit recourir à l'agitation et à la propagande totale qui permettent de sensibiliser, mobiliser, éduquer les masses et favorisent, par la critique, les attaques incessantes, la démystification, la subversion générale de la société capitaliste. Mais une fois celle-ci détruite, la propagande continuera afin de défendre la révolution, construire le socialisme et forger l'homme nouveau. Au tournant du siècle, le débat fit rage dans le parti social-démocrate de Russie à propos de l'agitation et de la propagande, autant de « questions brûlantes de notre mouvement », à l'origine de la publication de *Que faire ?* par Lénine en 1902. Ce dernier, dans cet ouvrage et en d'autres occasions par la suite, précise les deux grandes méthodes de propagande à employer : la révélation politique et le mot d'ordre. Karl Marx lui-même expliquait qu'il « faut rendre l'oppression réelle plus dure encore, en y ajoutant la conscience de l'oppression et rendre la honte plus honteuse en la livrant à la publicité ». Pour Lénine, il s'agit « d'organiser des révélations politiques dans tous les domaines », ce qui signifie révéler la nature réelle de l'oppression de classe qui se cache derrière les apparences. Le moindre événement peut être utilisé pour la dénonciation du capitalisme, de l'impérialisme et de la bourgeoisie. Le mot d'ordre, quant à lui, exprime « l'aspect combatif de la propagande » ; il est « la traduction verbale d'une phase de la tactique révolutionnaire » (J.M. Domenach). Il relève de la responsabilité du parti de trouver des mots d'ordre adaptés à chaque situation, suscitant l'adhésion des foules et permettant de faire avancer la révolution ; toutes choses en quoi le parti bolchévik excella.

Enfin, Lénine souligne l'importance des agents chargés de faire ces révélations et d'élaborer ces mots d'ordre. Il reprend à son compte une formulation de Plékhanov qui, en 1891, distinguait l'agitateur et le propagandiste : « Le propagandiste, écrivait-il, présente beaucoup d'idées à un seul individu ou à plusieurs individus. L'agitateur présente une seule idée ou quelques idées mais à toute une masse de gens » ; pour Lénine l'agitateur s'efforce de susciter l'action tandis que le propagandiste tente d'approfondir la conscience de classe.

S'inspirant de l'exemple social-démocrate allemand, le parti bolchévik mit sur pied un vaste dispositif de moyens écrits et oraux de propagande que la révolution d'Octobre élargit considérablement. Sur le modèle de la section « d'agit-prop » du parti fut créé un véritable ministère de la propagande, l'OSVAG, dont l'un des fondateurs est Serge Tchakhotine, un disciple de Pavlov, désireux d'étendre à la politique les enseignements de son maître. L'OSVAG coordonne et dirige toute l'agit-prop qui déferle en Russie dès les années du communisme de guerre ; elle utilise les moyens les plus modernes — radio et cinéma

par exemple —, fait preuve d'une grande inventivité — avec le célèbre train itinérant de propagande de Trotski, extraordinairement bien équipé, ou avec ces « équipes volantes » de communistes qui, dans les campagnes, grâce au chant, au théâtre, aux affiches, aux photos et aux conférences, veulent convaincre les paysans. Elle a recours aussi aux rituels et aux symboles politiques — manifestations, meetings, drapeaux rouge, etc. Les bolchéviks soignent leur propagande en fonction du milieu auquel elle est destinée. Lénine ainsi fait établir des « cartes de météorologie politique » où sont portés, avec des couleurs différentes, tous les événements survenus dans chaque coin du pays afin de pouvoir lancer des campagnes appropriées à chaque situation.

L'une des autres originalités des communistes consiste à avoir mis au point un véritable système de presse. Bien avant 1917, Lénine estimait que le journal était un agitateur et un propagandiste et, dans des conditions précises de clandestinité et de construction du parti, un « organisateur collectif ». Une fois créé, le parti devait se doter d'un organe central et de multiples autres publications destinées à des publics divers (ce que feront, en effet, tous les PC du monde). Dix jours après la prise du pouvoir, les bolchéviks instaurent la censure et, en juillet 1918, interdisent tous les journaux et les revues non-communistes. Désormais, la presse sert le nouveau pouvoir, mobilise les masses et vante les réalisations du régime. Si, jusqu'à la fin des années vingt, elle put encore accueillir les débats internes aux bolchéviks, avec Staline elle fut totalement aux ordres.

En URSS, tous les moyens de communication sans exception sont au service d'une propagande s'exprimant dans une langue spéciale, apparue sous Lénine et triomphante avec le stalinisme : la langue de bois. Faite de clichés sans cesse répétés, de « mots privés de leur sens immanent (qui) servent à fabriquer des slogans », elle est « une composition qui permet à ces formules-slogans de s'imposer comme une unique réponse, une seule solution, un seul ordre » (M. Heller).

Ce monopole du parti sur les moyens d'expression et de communication, sur les techniques identiques de propagande, sur le même contenu exaltant les réalisations socialistes et fustigeant l'impérialisme est caractéristique des pays communistes. Une intense propagande accompagne généralement la première phase de construction du socialisme, cherchant à provoquer l'enthousiasme et la mobilisation des masses et à réduire à néant les résistances. Non seulement elle déforme l'information mais elle élabore des représentations globales, une mythologie, tentant ainsi de forger un imaginaire social unique. Tout dans la société devient propagande, réalisant de la sorte une des prophéties du 1984 d'Orwell. Cette conception de la propagande continue d'exister même si l'enthousiasme s'est terni. Bien que cette propagande — qui bénéficie maintenant du contrôle de la télévision — excessive, schématique, mensongère, ne soit pas prise pour véridique par une popu-

lation qui, dans son ensemble, fait plus ou moins semblant d'y croire, il n'en demeure pas moins que, par son omniprésence, elle imprègne les hommes et rythme leur vie.

A défaut d'en avoir l'usage exclusif, les PC qui ne sont pas au pouvoir accordent eux aussi une importance primordiale à la propagande. Dès 1922, l'IC puis les PC créèrent des sections d'agit-prop où les méthodes léninistes sont toujours en application. Outre les thèmes qui leur sont spécifiques, les PC, à quelques rares exceptions ces dernières années, poursuivent leur propagande en faveur de l'URSS et des pays du « socialisme réel ». Ils ont tous été, et sont parfois toujours partie prenante des grandes campagnes orchestrées par Moscou. Certaines d'entre elles furent particulièrement importantes et réussies, comme la campagne antifasciste des années trente. C'est au cours de celle-ci que, grâce à Willy Münzenberg, le communisme fit la preuve de toutes ses capacités, créant des organisations de masse *ad hoc*, mobilisant tous les moyens d'expression imaginables, généralisant de nouveaux rituels — ainsi du poing levé inventé par les communistes allemands pour s'opposer au bras tendu des nazis —, multipliant manifestations de masse, grands meetings et rassemblements de rue. De même, la campagne du mouvement de la paix dans les années cinquante et celle en faveur du Vietnam dans les années soixante soixante-dix furent couronnées de succès. Le mouvement communiste international a su, et sait encore, mettre au point et organiser des campagnes de désinformation et de diversion. Ainsi put-il affirmer, mensongèrement, que les Américains avaient eu recours à des armes bactériologiques durant la guerre de Corée ou encore nier, jusqu'en 1956, l'existence des camps de déportation en URSS. De même, il sut habilement susciter, à partir de la fin de l'année 1952, une mobilisation en faveur des époux Rosenberg, condamnés à mort par la justice américaine pour « espionnage atomique », qui avait l'insigne avantage de détourner l'attention de l'opinion publique mondiale du procès Slansky qui, au même moment, se déroulait à Prague.

Néanmoins, les PC des pays capitalistes, en particulier ceux d'Europe occidentale, connaissent aujourd'hui de sérieux problèmes de communication. Le contenu de leur message n'est pas bien accueilli et, par ailleurs, ils ne semblent plus toujours bien maîtriser ce nouveau média qui a bouleversé les règles de la communication, la télévision, qui personnalise la vie politique et diminue l'importance des grands rassemblements de masse dans l'organisation desquels les communistes brillaient.

A l'échelle internationale, la propagande communiste continue de se déployer avec une grande efficacité ainsi qu'en attestent deux exemples récents : l'invasion soviétique de l'Afghanistan et la guerre qui s'y déroule n'ont pas provoqué une mobilisation comparable à celle

suscitée par la guerre du Vietnam tandis que le mouvement pacifiste européen dénonce plus facilement l'agressivité de Washington que celle du Kremlin.

Lecture

- Bronislaw Baczko, *Les imaginaires sociaux, Mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984, 242 p.
- Philippe Burrin, « Poings levés et bras tendus, la contagion des symboles au temps du Front populaire », *Vingtième siècle*, n° 11, 1986, p. 5-20.
- Jean-Marie Domenach, *La propagande politique*, Paris, PUF-Que sais-je ? 1950, rééd, 1979, 128 p.
- Jacques Ellul, *Histoire de la propagande*, Paris, PUF-Que sais-je ? 1976, 128 p.
- Michel Heller, *La machine et les rouages*, Paris, Calmann-Lévy, 1985, 322 p.
- Lénine, *Que faire ?* in *Œuvres complètes*, Moscou, Editions en langues étrangères.
- Serge Tchakhotine, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1939, 231 p.

Cf. Culture, Homme nouveau, Parti, Subversion, Totalitarisme, Vérité.

ALLIANCES

Dans l'univers léniniste et marxiste-léniniste, l'alliance constitue un moment clef de la stratégie et de la tactique. Lénine conçoit l'action communiste comme celle d'une avant-garde, donc par définition limitée voire isolée. Cette avant-garde représente le noyau dynamique de l'action révolutionnaire, mais pour que cette dernière atteigne son but, elle doit acquérir une force, une ampleur qui dépassent de très loin le potentiel des seules forces communistes. Que pourraient le seul prolétariat sur le plan social, les seuls PC sur le plan politique, la seule URSS sur le plan mondial ? L'alliance est précisément le processus qui permet aux communistes d'élargir leur lutte et d'entraîner derrière eux d'autres forces ; ils peuvent ainsi démultiplier leur influence et leurs capacités d'action.

Cependant, l'alliance conçue par les communistes ne s'assimile en rien à une classique coalition politique interpartisane — par exemple une alliance électorale dans le champ de la politique intérieure — ou à une alliance diplomatique traditionnelle dans le champ international. L'alliance devant permettre aux communistes d'impulser, d'orienter, de diriger un mouvement révolutionnaire plus large que leur propre aire d'influence, il est impératif qu'ils en contrôlent en permanence le processus, qu'ils lui imposent leurs orientations propres (même si elles sont en partie camouflées) et qu'ils en déterminent toutes les inflexions. L'alliance peut être tactique — quelques mois, par exemple avec les anarchistes en Russie en 1917-18 — ou stratégique — l'alliance du prolétariat et de la paysannerie appauvrie en Russie ou en Chine. Les communistes cherchent toujours à la développer dans la triple dimension : forces sociales-forces politiques ou institutionnel-

les nationales-forces étatiques. L'alliance correspond toujours à une conjoncture et à des objectifs communistes précis. D'ailleurs, le vocabulaire communiste désigne nommément les différents types d'alliance sous le terme générique de Front auquel est accolé un qualificatif qui définit la nature du Front en fonction des forces en présence, de la conjoncture, des objectifs visés. Ces Fronts se répartissent en quatre grandes sphères d'alliance :

- L'alliance des communistes avec la classe ouvrière et autour d'elle : c'est l'alliance fondamentale, la justification sociale ultime de l'entreprise communiste. Elle s'incarne dans la volonté des communistes d'unifier sous leur contrôle d'une part la classe ouvrière — classe ouvrière nationale et classe ouvrière immigrée ; ouvriers à statuts et à emplois précaires ; ouvriers d'agriculture et ouvriers d'industrie —, et d'autre part le mouvement ouvrier dans sa double composante, politique — les autres forces qui se réclament du mouvement ouvrier : socialistes, anarchistes, etc. — et syndicale. L'alliance politique avec la classe ouvrière et les autres forces du mouvement ouvrier s'incarne dans le Front prolétarien ou le Front unique. L'alliance syndicale s'incarne, en particulier dans sa dimension internationale, au sein de la Fédération syndicale mondiale. A l'alliance avec la classe ouvrière, les communistes associent étroitement l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie pauvre, « travailleurs des usines et des champs ».

- L'alliance antifasciste : elle a permis aux communistes, dans une conjoncture donnée, d'abord de 1934 à 1939, de rassembler largement des forces sociales — petite bourgeoisie, classes moyennes —, politiques — socialistes, radicaux, anarchistes, républicains, etc., — dans le cadre d'un front populaire et antifasciste, version élargie du Front unique ouvrier. Puis de 1941 à 1945 de rassembler à nouveau des forces sociales — toutes les couches sociales, y compris la bourgeoisie « patriote » —, politiques — y compris des nationalistes venus de droite ou d'extrême-droite ou des personnalités religieuses —, étatiques — l'URSS, les USA, la Grande-Bretagne auxquels s'ajoutaient les gouvernements en exil des pays d'Europe occupée ou les futurs gouvernements de la Libération comme celui du général de Gaulle — dans le cadre d'une « grande alliance » et de Fronts nationaux ou Front de la Patrie. Cette alliance antifasciste, si elle a beaucoup souffert de la guerre froide, est régulièrement réactivée par exemple en France dans une organisation comme le MRAP (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, devenu Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples).

- L'alliance anti-impérialiste : tirant la leçon des révolutions chinoise et vietnamienne, le mouvement communiste a considérablement développé depuis la fin des années cinquante ce type d'alliance avec des forces sociales — la bourgeoisie nationale — et des éléments nationalistes dans le cadre du Front uni anti-japonais de Mao Tsé-toung ou les

Fronts de libération nationale — l'exemple le plus net est celui du Vietnam —, soit avec des Etats du Tiers monde récemment parvenus à l'indépendance et regroupés pour la plupart dans le Mouvement des pays non-alignés.

• L'alliance avec tous ceux qui « luttent pour la paix » : elle rassemble des éléments très divers et s'incarne à la fois dans des initiatives ponctuelles attachées à une conjoncture — Mouvement Amsterdam-Pleyel en 1932-34 ; Comités « Paix au Vietnam » dans les années soixante — et dans une institution permanente, le Conseil mondial de la paix, relayé au plan national — en France, par le Mouvement de la Paix.

Cette multiplicité de formes d'alliance offre de grandes possibilités d'action au mouvement communiste qui, possédant en général une expérience bien plus riche en la matière que ses partenaires, parvient le plus souvent à ses fins, malgré quelques retentissants fiascos (Espagne 1939, Chili 1973). Mais il arrive parfois que les communistes s'engagent dans une alliance dont ils ne parviennent plus à contrôler le processus ; ils la liquident alors sans hésitation et combattent féroce-ment le partenaire qui, à leurs yeux, a tenté de les « doubler ». Le plus beau cas récent de ce type d'échec se situe en France avec l'Union de la Gauche conclue entre PC et PS en 1972, à un moment où les socialistes n'avaient qu'une faible audience électorale et où le Programme commun, adopté par les deux partis, était un simple démarquage du programme communiste ; mais, dès que le PCF perçut les premiers indices montrant que le PS tirait les principaux bénéfices de cette alliance, lors d'une réunion du Comité central en juillet 1972 où Georges Marchais prononça un discours resté longtemps secret, il décida d'adopter des dispositions d'abord pour limiter l'alliance puis pour la faire explo- ser ; ceci fut révélé en 1978 dans un ouvrage communiste publiant le discours secret de G. Marchais et fort bien intitulé « L'union est un combat », sous-entendu « pour maintenir l'hégémonie communiste dans les alliances ».

Cf. Anarchisme, Antifascisme, Anti-impérialisme, Compagnons de route, Intellectuels, Lutte pour la paix, Nationalisme, Paysannerie, Stratégie, Syndicats.

AMERIQUE DU NORD

Malgré une incontestable percée dans les années trente, le communisme, comme le socialisme, a connu un échec en Amérique du Nord. Echec flagrant au Canada. Fondé en 1921, le PC canadien, qui recrute dans les minorités ethniques, en particulier chez les immigrants d'origine russe, demeure marginal dans l'entre-deux guerres. Depuis 1945, il est une minuscule organisation, rassemblant aujourd'hui 2 500 adhérents, qui subit la concurrence de groupuscules gauchistes. L'échec

est tout aussi net aux Etats-Unis, mais au terme d'un processus plus complexe. La naissance du communisme y fut difficile ; en 1919-1920, le pays, secoué par d'importantes luttes sociales, connut une « peur des rouges » qui s'accompagna d'une forte répression contre le mouvement ouvrier faiblement organisé et à l'influence réduite. Deux années d'effort et une nette intervention du Komintern sont nécessaires pour que le PCA (Communist Party of America) voit le jour ; peu nombreux, ses militants sont en majorité d'origine étrangère, russes, finnois et juifs. Appliquant les consignes de l'IC, déchiré par les luttes internes, frappé par la répression qui le contraint à la clandestinité (et à changer de nom), le PC reste une secte regroupant 7 500 militants en 1930, année où Earl Browder devient secrétaire général.

Durant la crise économique, le parti déploie une propagande et une activité intenses, anime les luttes sociales importantes de 1934 et de 1936-37 et, surtout, s'implante dans les syndicats favorisés par la politique du *New Deal* de Roosevelt. Son influence s'étend aux intellectuels, grâce à la revue *New Masses*, et aux Noirs, le PC s'affirmant anti-raciste et défenseur de leurs droits. A la veille de la guerre, le PC américain connaît sa période la plus faste et regroupe, en 1939, 100 000 adhérents.

La guerre et l'après-guerre mettent un terme à cette progression. En 1944, Browder a pris une décision surprenante : estimant que communisme et capitalisme « avaient commencé à marcher ensemble vers la collaboration pacifique de demain », il dissout le parti et fonde une Association politique communiste qui doit œuvrer au bon fonctionnement du système américain. Le mouvement communiste international condamne cette initiative et un parti est reconstitué la même année autour de William Foster. C'est donc un PC affaibli qui subit la répression anti-communiste de la guerre froide, le maccarthysme et la chasse aux sorcières. En 1956, la révélation par Khrouchtchev des crimes de Staline avive les querelles internes et accélère le départ de militants. Dans les années soixante, le PC n'arrive pas à influencer la contestation de la jeunesse, malgré la forte personnalité d'une de ses dirigeantes, Angela Davis. Très marginal, il enregistre ces dernières années quelques petits succès auprès des mouvements noir, hispaniste, féministe ou pacifiste. Il regroupe officiellement 17 500 militants, dont une grande partie est noire.

Les causes de cet insuccès ne tiennent pas seulement à la répression dont furent victimes les communistes. Le PC n'a pas su s'adapter à la société, à l'économie, au système politique et au mouvement ouvrier des Etats-Unis. Le communisme est resté, le plus souvent, un phénomène extérieur, armé d'une doctrine beaucoup moins séduisante que les idées ou les mythes fondateurs de la cohésion et de la Nation américaine. Enfin, à partir des années trente, ses progrès parmi les Noirs l'ont définitivement coupé des ouvriers blancs.

Lecture

- Marianne Debouzy, « L'échec du socialisme aux Etats-Unis », in *Histoire générale du socialisme*, op. cit.
- Marie-Christine Granjon, *L'Amérique de la contestation des années soixante aux Etats-Unis*, Paris, Presses de la FNSP, 1985, 655 p.
- Daniel Guérin, *Le mouvement ouvrier aux Etats-Unis, 1867-1967*, Paris, Maspéro, 1968. 176 p.
- Irving Howe, Lewis Coser, *American communist party, a critical history*, New York, De Gapo, rééd. 1974, 612 p.
- Philip Jaffe, *The rise and fall of american communism*, New York, Horizon Press, 1975, 236 p.

Cf. Amérique latine, Antifascisme, Anticommunisme, Juifs, Parti.

AMERIQUE LATINE

Le mouvement communiste en Amérique latine a une histoire tumultueuse, caractérisée par des avancées significatives et des sévères retournements. Il a dû, et doit encore, affronter de nombreux obstacles qui tiennent à la diversité des structures socio-économiques et politiques, à l'importance de la paysannerie, au poids de la religion catholique, à l'existence de courants politiques originaux, mais aussi rivaux, à la violence de la répression anti-communiste. Il a cherché — et cherche toujours — à répondre aux aspirations d'une large partie des classes défavorisées vivant dans une situation misérable et explosive et à mettre au point une stratégie s'intégrant à la lutte anti-impérialiste. En effet, l'enjeu est également géo-stratégique, du fait de la position de l'Amérique latine et des liens de toute nature qui sont noués avec les Etats-Unis.

Dans les années vingt, les débuts du communisme sont dûs aux effets de la révolution russe, au processus de radicalisation qui affectait les PS avant-guerre et à la vague de mouvements sociaux qui déferle sur le continent entre 1919 et 1923. Au sud, c'est le petit PC argentin, créé en décembre 1920 et dirigé par Victorio Codovilla, qui est chargé d'aider la formation d'autres partis en Uruguay, au Chili ou au Brésil tandis qu'en Amérique centrale et méridionale, cette tâche incombe au PC américain. A la fin de la décennie, l'IC commence à suivre de très près les activités des PC et en crée d'autres en Colombie, à Cuba, au Paraguay, au Equateur, au Pérou ou au Vénézuéla. Le développement des mouvements populistes, souvent animés par des chefs charismatiques, isole certains PC, dont celui du Mexique et surtout celui d'Argentine, tout au moins durant le règne de Péron (1946-1955). Mais, dans l'ensemble, grâce au travail syndical, les communistes progressent en particulier après 1945 au Chili, où ils participent au gouvernement, et au Brésil. Cet élan est arrêté durant la guerre froide au cours de laquelle les PC sont durement réprimés. La destalinisation provoque non pas une discussion sur l'URSS mais une interrogation sur la

stratégie à suivre, interrogation ravivée par Castro qui érige en modèle sa prise du pouvoir à Cuba, en 1959. Ce n'est pas tant le principe de la lutte armée qui oppose « castristes » et partis communistes — qui étaient loin d'y avoir tous renoncé — que sa généralisation. Les PC surent habilement garder le contact avec La Havane, en particulier par le biais du secrétaire-général du PC uruguayen, Rodney Arismendi, en dépit de la vigueur de la polémique qui, parfois, affaiblit certains partis, en particulier, le brésilien et le vénézuélien.

Les années soixante, commencées favorablement pour le mouvement communiste avec la victoire cubaine, l'aggravation des tensions sociales, la radicalisation des étudiants et l'essor d'un christianisme social, se terminent mal. Après la mort du Che en Bolivie en 1967, la guérilla est presque partout écrasée avec l'aide puissante des Etats-Unis tandis que les autres stratégies du type front populaire ou front national sont mises en échec par une répression souvent cruelle déclenchée à la suite d'un coup d'Etat militaire (Brésil en 1964, Chili en 1973, Uruguay et Argentine en 1976).

Malgré ces revers, les PC n'ont pas désarmé et font preuve d'une grande vitalité. Ces dernières années, ils ont animé la lutte contre les dictatures (qui continue au Chili) et cherché à profiter du retour à la démocratie dans le cône Sud de l'Amérique latine. Ils jouent un rôle non négligeable en Amérique andine. Enfin, le mouvement communiste a remporté un succès important en Amérique centrale, au Nicaragua, où les communistes exercent une influence de plus en plus notable au sein du front sandiniste au pouvoir depuis 1979. Dorénavant, ce pays, allié de Cuba et de l'URSS, encourage les luttes au Salvador et au Guatemala. L'aide de Washington aux contres-révolutionnaires nicaraguayens, son intervention en 1983 dans l'île de Grenade dirigée par des hommes se réclamant du marxisme-léninisme, atteste que, dans cette partie du monde, les conflits locaux prennent immédiatement une dimension internationale.

Lecture

- Robert J. Alexander, *Communism in Latin America*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1957, 449 p.
- Dorothy Dillon, *International Communism and Latin America, Perspectives and prospects*, Gainesville, 1962, 49 p.
- Michaël Lowy, *Le marxisme en Amérique latine de 1909 à nos jours*, Paris, Maspéro, 1980, 445 p.
- Robert Paris, Madeleine Rébérioux, « Socialisme et communisme en Amérique latine », in *Histoire générale du socialisme*, op. cit., tome 4, p. 165-255.
- William E. Rattliff, *Castroism and Communism in Latin America, 1958-1976*, Washington, Stanford, 1976, 240 p.

Cf. Amérique du Nord, Anticommunisme, Anti-impérialisme, Castro, Lutte armée, Mouvement des non-alignés, Religion, Stratégie.

ANARCHISME

Depuis plus d'un siècle, anarchisme et communisme se cotoient au sein du mouvement ouvrier. L'anarchisme est un courant de pensée né en France et en Allemagne dans la première moitié du XIX^e siècle. Son développement a été marqué par quelques personnages hors du commun. Le premier fut le journaliste et philosophe allemand Max Stirner (1806-1856), suivi de peu par un Français, Pierre Joseph Proudhon (1809-1865).

La réflexion de Proudhon fut reprise par le père du mouvement politique anarchiste, Michel Bakounine (1814-1875) ; Russe d'origine noble, il a quitté la Russie en 1840, a traversé l'Europe et s'est installé à Paris en 1844 ; il participe activement à la Révolution de 1848, d'abord à Paris puis en Allemagne ; arrêté puis livré au gouvernement tsariste, il réussit à s'évader en 1861 et revient en France ; principal animateur du mouvement anarchiste européen, il est en septembre 1870 à Lyon où il proclame la Commune. L'œuvre de Bakounine sera développée d'abord par un Français, Elisée Reclus (1830-1905) qui appartenait à une famille tout entière consacrée à la science et aux réformes sociales. Reclus est connu comme l'un des plus fameux géographes du XIX^e siècle ; exilé pour raisons politiques en 1851, il parcourt le monde ; revenu à Paris en 1857, affilié à l'Association internationale des travailleurs (AIT), il participe à la Commune, est condamné à la déportation puis au bannissement ; il reprend alors ses pérégrinations de par le monde, sans cesser de publier son monumental œuvre géographique. Le dernier des grands penseurs anarchistes fut Pierre Kropotkine (1842-1921) ; prince russe, militaire puis savant, il s'affilie en 1872 à l'AIT et suit Bakounine ; arrêté en 1874, il se réfugie en Europe où il poursuit une intense activité propagandiste ; rentré en Russie en 1917, il ne prend aucune part à la Révolution.

Les relations entre anarchisme et communisme marxiste constituent une longue histoire, tourmentée et parfois tragique. Dans un premier temps, les deux courants révolutionnaires se sont livrés une lutte théorique dont Marx fut le principal artisan ; il s'attaqua d'abord à M. Stirner, l'essentiel de *L'Idéologie allemande* étant consacré à la réfutation du principal ouvrage de Stirner *L'unique et sa propriété* (1845). La seconde cible fut Proudhon, auteur d'une *Philosophie de la misère*, méchamment brocardée par Marx dans sa *Misère de la philosophie*.

La seconde phase fut plus politique. En 1868, au sein de l'AIT, l'opposition d'idées entre Marx et Bakounine se transforme en conflit politique quand ce dernier crée une Alliance internationale de la démocratie socialiste. Les controverses deviennent de plus en plus vigoureuses, en particulier lors de la Commune de Paris, et surtout à propos du fonctionnement de l'Internationale, Bakounine reprochant aux amis de Marx d'y avoir établi une dictature personnelle. En 1872, les parti-

sans de Bakounine sont exclus de l'AIT qui ne résistera pas à cette purge et éclatera peu après. Désormais, la lutte est ouverte ; en octobre 1872, Bakounine dénonce la dictature du prolétariat comme l'institution d'un « poste d'ingénieur en chef de la révolution mondiale ». En 1873, il publie *Etatisme et anarchisme* où il critique durement certaines notions marxiennes : vouloir, comme Marx, « constituer le prolétariat en classe dominante », n'est-ce pas appeler une autre domination ? Y aura-t-il de nouveaux dominés et sinon, comment penser une domination sans classe dominée ? Marx réplique en stigmatisant l'utopie petite bourgeoise et spontanéiste des anarchistes, opposée à son « socialisme scientifique ». Engels puis Lénine combattront durement l'anarchisme qui pourtant pose aux marxistes quelques questions fondamentales.

La crise révolutionnaire en Russie en 1917 va ouvrir une troisième phase de rapprochement dans l'action entre les deux courants. Impressionnés par la conjoncture, les révolutionnaires croient que le moment est venu de passer à l'utopie, à une nouvelle société. Dès 1917, dans *L'Etat et la Révolution*, Lénine va jusqu'à réhabiliter en partie l'anarchisme ; selon lui, les divergences ne porteraient pas sur les fins de la Révolution (abolition de l'Etat), mais sur les moyens (faut-il ou non utiliser au cours de la transition révolutionnaire la violence du pouvoir d'Etat conquis par les révolutionnaires).

Parallèlement, ^{Kropotkine} Bakounine apporte son soutien à la révolution et pendant des mois, les bolchéviks vont laisser œuvrer les groupes anarchistes qui achèvent de briser le régime et les structures sociales russes. Les bolchéviks vont jusqu'à conclure des accords avec certains anarchistes comme Makhno. Nestor Makhno (1889-1935) est un anarchiste-communiste qui, libéré de prison par la révolution, retourne dans son village d'Ukraine et crée des milices paysannes qui combattent tous les pouvoirs (les gros propriétaires, les armées austro-allemandes d'occupation, les troupes du gouvernement ukrainien) ; les bolchéviks qui l'ont d'abord combattu doivent à deux reprises — en 1919 et en 1920 contre les généraux blancs Dénikine puis Wrangel — conclure avec Makhno un accord politico-militaire ; mais, dès novembre 1920, alors que les troupes anarchistes viennent de sauver la situation de l'Armée rouge, les bolchéviks décident de liquider les makhnovistes ce qui sera effectif en août 1921 ; couronné de blessures, Makhno finit par s'exiler et il mourra dans la misère à Paris.

Dès lors, les bolchéviks n'auront de cesse d'éliminer les anarchistes. C'est d'abord, début mars 1921, l'écrasement de la Commune de Cronstadt qui se rebellait contre le pouvoir des commissaires du peuple aux cris de « A bas la commissarocratie, vive les soviets ». C'est ensuite, en mars 1921, la condamnation d'une tendance du parti bolchévik, l'Opposition ouvrière, qui, dirigée par Chliapnikov et A. Kolontai, réclamait que toute la production soit gérée par les syndicats

et soviets d'usine ; Lénine qualifia cette proposition de « déviation anarcho-syndicaliste manifeste et évidente ». Ayant épuisé les vertus destructrices de l'anarchisme, le mouvement communiste traque les anarchistes en URSS mais aussi ailleurs (par exemple pendant la guerre d'Espagne) d'autant que ces derniers ne tardent pas à critiquer violemment la bureaucratie et la terreur soviétiques issues de la révolution.

Après plus de soixante ans d'expérience du communisme au pouvoir, la pensée anarchiste conserve une grande partie de son efficacité critique, avec des accents malheureusement prophétiques. Dès 1866, Bakounine prédisait que l'Etat mis en place par le communisme serait despotique et ferait naître « une classe exploitante de privilégiés : la bureaucratie ». Il ajoutait en 1873 : « On arrive au même résultat exécrationnable (avec le marxisme) : le gouvernement de l'immense majorité des masses par une minorité de privilégiés. Mais cette minorité, diront les marxistes, se composera d'ouvriers. Oui, certes, d'anciens ouvriers, mais qui, dès qu'ils seront devenus des gouvernants cesseront d'être des ouvriers (...) ne représenteront plus le peuple, mais eux-mêmes et leur prétention à gouverner (...). Ainsi donc, pour affranchir les masses populaires on devrait commencer par les asservir ! ».

Lecture

- Paul Avrich, *La tragédie de Cronstadt*, Paris, Seuil, 1975, 250 p.
- Lénine, *L'Etat et la Révolution*.
- Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, Paris, Maspéro, 1975, 2 vol., 448 et 440 p.
- Marx, Engels, Lénine, *Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme*, Moscou, Editions du Progrès, 1973, 388 p.
- Alexandre Skirda, *Nestor Makhno, le cosaque de l'anarchie. La lutte pour les soviets libres en Ukraine, 1917-1921*, Paris, 1982, 475 p.

Cf. Bureaucratie, Confédération générale du travail, Etat, Guerre d'Espagne, Internationale, Marx, Syndicats.

ANTICOMMUNISME

L'anticommunisme se définit comme une hostilité au communisme. Le mot n'est pas immédiatement apparu avec celui de communisme ; il s'est forgé au XX^e siècle avec la révolution russe. Au XIX^e siècle pourtant, il existait déjà un anticollectivisme et une peur ou une haine des « partageux ». Mais octobre 1917 introduit un changement considérable et durable ; un pouvoir bolchévik réalise des réformes radicales et affiche un projet de révolution mondiale. L'anticommunisme se définit désormais par rapport à l'URSS et au mouvement communiste international. En dehors de l'URSS puis des autres pays communistes, où l'opposition fut rapidement écrasée, il existe deux grands types d'anticommunisme, l'un de droite et l'autre de gauche.